

ORIENTATIONS SUR LE RAPPORT À L'INTENTION DES MÉDIAS:

UNE VIE SOUS LE SIGNE DE LA TERREUR ET DE L'EXODE

Les séquelles des brutalités commises par la LRA dans
le nord-est de la République démocratique du Congo



PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Au cours des 30 dernières années, l'Armée de résistance du Seigneur (ou Lord's Resistance Army - LRA) a forcé au déplacement 2,5 millions de personnes à l'intérieur de leur pays ou au-delà de leurs frontières, en Ouganda, au Soudan du Sud, en République Démocratique du Congo (RDC) et en République Centrafricaine (Centrafrique).
- Dans les zones touchées par la LRA en RDC, Centrafrique, Ouganda et Soudan du Sud plus de 20 % de la population vit aujourd'hui une existence de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ou PDI. Des proportions aussi élevées sont rares dans des crises de déplacement de type national, et elles sont comparables à ce que le monde connaît de pire aujourd'hui, y compris en Syrie où au moins 15 % de la population est déplacée à l'intérieur du pays et en Colombie où les PDI représentent environ 11 % de la population (selon les chiffres de fin 2012).
- C'est dans la province Orientale du nord-est de la RDC que l'on trouve aujourd'hui la proportion la plus élevée de personnes déplacées, on estime que 320 000 personnes sont actuellement déplacées à cause de la violence de la LRA.
- Le déplacement tend à se prolonger. Plus de 55 % des PDI se trouvant actuellement dans la province Orientale sont déplacés depuis 2008 ou 2009. Ils sont nombreux à avoir été déplacés plus d'une fois, mais les données exactes concernant les déplacements multiples sont limitées.
- Dans la province Orientale, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) rencontrent d'énormes difficultés d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la terre ; cela se doit en partie à des contraintes financières mais aussi à des tensions avec les communautés locales concernant le contrôle des ressources.
- Même si la violence de la LRA en Orientale a diminué au cours des dernières années, les déplacements suite à des attaques antérieures ou causés par la crainte de nouvelles attaques restent importants.
- Bien qu'il existe des similarités avec les schémas de déplacement observés ailleurs en RDC, l'histoire de la violence commise par la LRA en Orientale a causé un degré de peur et une incidence de traumatismes psychosociaux bien supérieurs à ce que connaissent les autres régions. En conséquence, les PDI sont encore plus réticents qu'ailleurs à retourner chez eux ou à trop s'éloigner de leur communauté pour trouver des terres à cultiver et produire de la nourriture, et cela malgré l'insécurité alimentaire généralisée à laquelle ils font face.
- La pauvreté sous-jacente et les restrictions d'accès aux services publics dans l'ensemble de la province sont deux difficultés majeures qui, dans les zones d'afflux massif de déplacés, viennent encore aggraver une situation qui touche tout autant les communautés hôtes que les PDI du fait de la pression considérable sur des ressources extrêmement limitées.
- Il existe un risque bien réel de voir la réduction de la violence commise par la LRA entraîner une diminution de l'aide humanitaire apportée dans la zone ; il serait cependant absolument faux d'en déduire que les besoins des personnes affectées ont également diminué.
- Au contraire, l'aide doit être adaptée de manière à couvrir, à travers un engagement et un développement à long terme, non seulement les besoins immédiats mais aussi la pauvreté sous-jacente et les pénuries de services publics.
- Dans le cadre de la réintégration, une attention toute particulière devrait être accordée aux atteintes psychologiques en vue de soutenir des mesures durables de rétablissement et contribuer au rapprochement des PDI, des anciens captifs et des communautés hôtes qui cohabitent dans la province.

EXTRAITS DE TÉMOIGNAGES DE VICTIMES DE LA LRA

À PROPOS DE LA VIOLENCE DE LA LRA

« La terreur de la LRA a bouleversé nos vies. Nous ne pensions pas qu'une telle cruauté était possible ».

Entretien avec un chef religieux, Dungu, juin 2013

« L'un d'eux a pris un couteau pour me couper les lèvres. Son chef a refusé. Il a pris des ciseaux. Son chef a refusé. À la vue de la lame de rasoir, il a acquiescé de la tête. Alors ils m'ont coupé les lèvres en me couvrant d'insultes ».

Josiane, Dungu, juin 2013

« Les autres soldats de la LRA restés derrière avec mon grand-frère ont commencé à le poignarder à coups de canif sur tout le corps, la tête, les yeux. Ensuite, ils l'ont frappé avec un marteau et l'ont achevé en le décapitant à la machette ».

Vumiliya, Dungu, juin 2013

Pendant l'une des attaques du massacre de Noël : « [les combattants de la LRA] ont attaché leurs victimes et leur ont arraché les vêtements, ils ont violé les femmes et les filles, et ensuite ils ont tué leurs victimes en leur défonçant le crâne ».

HRW, février 2009

« Il leur arrivait souvent d'ordonner aux enfants de tuer les gens dans la forêt. Je l'ai vu de mes yeux, et ils m'ont même demandé de tuer quelqu'un. Tout d'abord, ils ont attaché la personne, et ensuite ils m'ont demandé de la tuer à l'aide d'un gros bâton en bois. C'était un jeune Congolais, un Zandé. J'ai vu 10 personnes être tuées de cette manière, des filles et des garçons. Chaque fois ils étaient tués par d'autres enfants qui avaient été capturés. Ils choisissaient les victimes au hasard et ensuite ils nous donnaient les ordres : « Saisissez vos bâtons. Tuez cet animal »

Entretien de Human Rights Watch avec un ancien captif, Niangara, février 2010

À PROPOS DES DÉPLACEMENTS DUS À LA LRA

« Nous avons fui notre foyer lorsque les attaques de la LRA contre Duru ont commencé en 2008. Nous sommes partis pour Kpaika, où nous sommes restés un an, avant d'être attaqués à nouveau. Nous avons trouvé refuge 55 km plus loin, mais en 2012, les attaques et les harcèlements ont repris. Nous sommes alors repartis pour Dungu, où nous vivons encore aujourd'hui ».

Entretien avec un PDI, Dungu, juillet 2013

« Je ne peux pas retourner chez moi tant que Kony n'est pas sorti du 'bush' »

Entretien avec un PDI, Dungu, juillet 2013

« La plupart d'entre nous veulent rentrer, mais n'osent pas tant que Kony n'est pas arrêté ou que les rebelles ne sortent pas du bois. Nous ne voulons pas revivre l'expérience d'un nouveau déplacement ».

Président du Comité des déplacés, Dungu, juillet 2013

« Nous étions à [localité 1]. Les attaques de la LRA ont commencé en février 2009 et se sont poursuivies jusqu'à avril environ. Les rebelles ont tué six civils et deux soldats. L'armée est arrivée en février 2009. Nous n'avions pas prévu de partir, mais les soldats n'arrêtaient pas de nous harceler : pillages, extorsions, harcèlement sexuel, c'en était trop ! Nous sommes partis en février 2010 pour [localité 2]. Mais les soldats ont remarqué que la population s'était déplacée et ont suivi le mouvement. Le même problème s'est posé là-bas ... Six femmes ont été prises de force. Vous ne pouvez rien y faire. Si vous essayez, les soldats vous menacent. Alors nous sommes repartis ».

Discussion de groupe, site de PDI, Dungu, juillet 2013

EXTRAITS DE TÉMOIGNAGES DE VICTIMES DE LA LRA

À PROPOS DE 'L'HÉRITAGE DE TERREUR' LAISSÉ PAR LA LRA

« Il n'y a pas que la LRA. Les Mbororo aussi nous font peur. Au début, la LRA était inoffensive. Ce n'est que plus tard que les violences ont commencé. Nous avons peur que l'histoire se répète avec les Mbororo ».

Entretien avec un PDI, Ngilima, juillet 2013

« Nous n'avons plus l'esprit tranquille ».

Entretiens avec des PDI, Dungu, juillet 2013

« Les images de ces attaques me reviennent inlassablement à l'esprit ».

Entretiens avec des PDI, Dungu, juillet 2013

« D'après moi, tout n'est pas fini. J'ai toujours peur ».

Entretiens avec des PDI, Dungu, juillet 2013

« J'ai été capturé pendant une courte période de temps, 2 jours et 2 nuits. Le pire qui me soit arrivé pendant ma captivité ? Ils avaient aussi capturé une autre personne qu'ils ont exécutée sous mes yeux. Ces images continuent de me hanter. À cause de cela, je n'arrive plus à trouver le calme ».

Ancien captif, Dungu juillet 2013

À PROPOS DES DIFFICULTÉS DU DÉPLACEMENT

« Lorsque vous cultivez quelque chose pendant longtemps, les locaux ont l'impression que vous voulez vous emparer de leurs terres ».

Entretien avec un PDI, juillet 2013

« Nous ne voulons pas vivre ici parce que nous avons toujours peur et que c'est trop dangereux ».

Entretien avec un PDI, juillet 2013

« Si j'étais resté à Dungu en 1998, après en avoir été chassé par l'APLS, j'aurais avancé. Quand je vois ce que sont devenus ceux qui sont restés ! Ils ont une maison et des terres. Et moi, qu'est-ce que j'ai ? Rien. Je dois repartir à zéro ».

Entretien avec un PDI, Dungu, juillet 2013

« Nous ne sommes pas sûrs de vouloir rentrer... Ici, en ville, nous avons l'occasion d'éduquer nos enfants, et nous avons accès aux services de santé. Il y a tout ce dont vous avez besoin si vous avez de l'argent. Ici, nous ne subissons pas autant d'atteintes à nos droits, nos droits sont mieux respectés ».

Entretien avec un PDI, Dungu, juillet 2013

« [Je préfère] rester à la maison, plutôt que de partir et de me mettre en danger en sortant... La vie a été trop dure, et je n'arrive plus à y faire face »

Entretien avec un ancien captif, Dungu, juillet 2013

MÉDIAS SOCIAUX: SUGGESTION DE MESSAGES

TWITTER:

Terreur et fuite en territoire #LRA. Nouveau rapport sur les séquelles de la brutalité en #RDC #Droits des PDI [LINK]

Le saviez-vous : 2,5 millions de personnes déplacées par la #LRA en 30 ans, dont 92 % sont des #PDI #Droits des PDI [LINK]

'La peur comme moteur de fuite', un nouveau rapport met en évidence les conditions de vie en territoire #LRA #Droits des PDI [LINK]

Terreur et traumatismes extrêmes chez ceux qui ont été déplacés par la #LRA une préoccupation majeure #Droits des PDI [LINK]

Les victimes de la #LRA ont besoin d'un soutien spécial pour reconstruire leur existence #Droits des PDI [LINK]

FACEBOOK:

Une vie sous le signe de la terreur et de l'exode

Notre nouveau rapport vous donne un aperçu des réalités que subissent ceux qui vivent aux côtés de l'un des groupes armés les plus notoires au monde pour sa brutalité et son inhumanité, la LRA. La LRA a causé au total le déplacement de 2,5 millions de personnes, dont 92 % sont des déplacés à l'intérieur de leur propre pays.

Pour en lire davantage [LINK]

À PROPOS D'IDMC

L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) est l'une des principales sources mondiales d'informations sur la surveillance et l'analyse des causes et des effets des déplacements internes ainsi que des réponses pouvant y être apportées. Dans le monde, des millions de personnes sont obligées de fuir à l'intérieur de leur propre pays en raison de conflits armés, de violences généralisées, de violations des droits humains et de catastrophes naturelles. L'IDMC plaide pour que de meilleures réponses soient apportées aux problèmes rencontrés par ces personnes et milite en faveur du respect de leurs droits.

L'IDMC fait partie du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC). Pour plus d'informations, n'hésitez pas à consulter notre site internet sur : www.internal-displacement.org


CONTACTS:

Pour toutes demandes de renseignement des médias, veuillez prendre contact avec Julia Blocher : julia.blocher@nrc.ch

Pour un complément d'information sur la LRA, veuillez prendre contact avec Fran Beytrison : fran.beytrison@nrc.ch

Internal Displacement Monitoring Centre
Norwegian Refugee Council
Chemin de Balaxert 7-9
CH-1219 Châtelaine (Geneva)
Tél: +41 22 799 0700
Fax: +41 22 799 0701

www.internal-displacement.org

 facebook.com/InternalDisplacement

 twitter.com/idmc_geneva